

En ciblant ses efforts sur ce champ d'action fondamental, le Canada :

- lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre, y compris le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision;
- soutient et renforce les organisations et mouvements locaux de défense des droits des femmes;
- favorise l'élaboration de politiques et la prestation de programmes fondés sur des données probantes, en faveur de l'égalité des genres.

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE ET BASÉE SUR LE GENRE

La violence sexuelle et basée sur le genre comprend le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision. Cette violence est une violation et une atteinte aux droits de la personne des femmes et des filles. Il s'agit de l'un des obstacles les plus importants à l'atteinte de l'égalité des genres à l'échelle mondiale, et empêche les femmes et les filles de réaliser leur plein potentiel. La violence sexuelle et basée sur le genre met en danger la santé des femmes et des filles, a une incidence néfaste sur leur éducation et limite leur capacité de contribuer au développement de leur famille, de leur collectivité et de leur pays.

En 2017-2018, le Canada a mené tout un éventail d'activités pour lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre, contribuant à la fois aux activités de prévention et d'intervention dans ce domaine. Elles comprenaient :

- un appui aux services de santé et de consultation intégrés, aux services juridiques et aux perspectives économiques à l'intention des victimes de violence sexuelle et basée sur le genre;
- la promotion d'un changement positif des normes sociales pour mettre fin à la violence sexuelle et basée sur le genre et au mariage des enfants, au mariage précoce et au mariage forcé.
 - cette promotion a été assurée de concert avec les dirigeants communautaires et traditionnels et au moyen de campagnes de communication destinées aux parents;
- le renforcement de la capacité des organismes nationaux chargés de l'application de la loi de lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre;
- le soutien aux efforts de défense des droits visant à promouvoir l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action;
- le soutien aux travaux innovants sur les initiatives de financement visant à mettre fin à la violence sexuelle et basée sur le genre.

L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES : L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

La Politique d'aide internationale féministe s'est engagée à faire en sorte que d'ici 2021-2022, au moins 95 % des investissements bilatéraux d'aide au développement du Canada cibleront ou intégreront l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. La politique stipule également que 15 % de tous les investissements bilatéraux d'aide internationale au développement viseront spécifiquement l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles d'ici 2021-2022.

Le Canada a déjà fait des progrès importants dans la réalisation de ces engagements. En 2017-2018, 99 % des nouveaux investissements bilatéraux d'aide internationale au développement ciblait ou intégraient l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Ces nouveaux investissements ont relevé le pourcentage total de l'aide au développement d'Affaires mondiales Canada qui cible ou qui intègre l'égalité des genres à 90 % (soit 2,5 milliards de dollars), un grand bond en avant vers l'objectif de 95 % pour 2021-2022.

Le Canada accorde une attention considérable à la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre. Par exemple, en 2017-2018, le Canada a continué à soutenir « Filles, pas Épouses », une initiative déterminée à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser leur plein potentiel. Le soutien du Canada a aidé l'organisation à passer à 900 membres dans plus de 95 pays. Les efforts de défense des membres et des partenaires de « Filles, pas Épouses » ont contribué à l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action visant à mettre fin au mariage des enfants en Afghanistan et au Ghana. Les efforts ont également entraîné des modifications législatives considérables permettant de lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre au Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Inde, au Liban et au Malawi.

De concert avec ses partenaires, le secrétariat de « Filles, pas Épouses » a aidé Action mondiale des parlementaires à nouer des relations avec les protagonistes régionaux en vue de financer et d'organiser conjointement un forum sur le mariage des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes. Action mondiale des parlementaires, un réseau international de législateurs, s'efforce de créer un ordre international fondé sur des règles afin de bâtir un monde plus sécuritaire et démocratique. Le forum a vu le jour grâce à la collaboration du secrétariat avec l'Assemblée législative du Salvador, ONU Femmes : El Salvador et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le forum a poussé les législateurs salvadoriens à mener à terme une réforme législative qui était